



Depuis son premier quinquennat, Emmanuel Macron a fait du SNU un étendard de sa politique pour la jeunesse. En dépit d'une contestation forte dans la jeunesse et chez les personnels et une partie non négligeable des parents, de faits graves lors de plusieurs séjours SNU montrant la fragilité et le caractère bancal de ce dispositif, le président de la République s'entête ! Dernière piste en date : une généralisation progressive qui passerait, dès l'année prochaine, par des séjours SNU de 12 jours sur temps scolaire, dans le cadre de « classes engagement ».

Ainsi, le ministre de l'Éducation nationale et la secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Armées essayent de sauver le SNU en le rattachant au temps scolaire, à travers des projets d'établissements, en confiant de nouvelles missions aux personnels, y compris dans le cadre du « pacte enseignant ». Ils persistent à faire du SNU un élément de valorisation dans Parcoursup comme critère de sélection.

C'est à nouveau une baisse du nombre d'heures consacrées aux apprentissages et la remise en cause du cadre national des programmes, et ce sans oublier les réformes du lycée qui pèsent sur les parcours scolaires et d'orientation des élèves. C'est également une remise en cause du rôle des personnels de l'Éducation nationale tout comme celui des personnels de Jeunesse et Sports, qui ne sont pas là pour participer à un simulacre de séjour militaire.

Nos organisations FSU, SGEN-CFDT, UNSA-éducation, FNEC-FP-FO, FERC-CGT, SNALC, SUD-éducation, VL, FIDL, MNL et FCPE dénoncent le coût d'un gadget présidentiel déconnecté de la réalité : plus de 2 milliards d'euros par an en cas de généralisation selon un dernier rapport du Sénat, alors même que notre service public d'Éducation manque de tout ! Elles dénoncent aussi l'instrumentalisation de l'argument de la mixité sociale : à l'heure des annonces ministérielles sur la mixité sociale à l'École ne sont pas à la hauteur, notamment parce qu'elles ne comportent aucune mesure contraignante pour le privé, faire du SNU l'alpha et l'oméga de la politique de mixité sociale relève de l'illusion, voire de la tromperie.

Nos élèves ont besoin d'École, pas de SNU !

Pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, le fait que les élèves de lycée puissent relever à la fois de l'Éducation nationale et de l'Armée va à l'encontre de leur travail quotidien de formation de citoyen·nes libres, disposant d'un esprit critique, s'appropriant les notions d'engagement, de responsabilité et de solidarité.

Nos organisations revendiquent l'abandon de la généralisation du SNU et de son déploiement sur le temps scolaire et réclament dans l'immédiat le basculement de l'enveloppe budgétaire du SNU dans l'Éducation nationale, à la Jeunesse et aux Sports.

*Paris, le 10 juin 2023*